

comaguer

Bulletin 614

15.06.2025

LA CHINE A L'ONU

Comment l'Occident essaie de réécrire l'Histoire de la Chine

En ces temps de tension entretenue avec la Chine par les Etats-Unis il n'est pas inutile de revenir sur l'adhésion de la République Populaire de Chine à l'ONU.

Quelques rappels :

Le jour de la création de l'ONU la République Populaire de Chine qui ne prend le pouvoir à Beijing que le 01.10.1949 n'existe pas .

La Chine qui a combattu le Japon impérial depuis 1931 (invasion de la Mandchourie) jusqu'à la capitulation de ce dernier est dirigée par le Kuo Min Tang de Chiang Kai Shek allié dans cette guerre au Parti communiste chinois. Sa représentativité internationale et son rang parmi les alliés est confirmée par la participation de CKS à la conférence du Caire (novembre 1943) . En 1945 les troupes d'occupation japonaise quittent la Chine ou au moins la partie de la Chine qu'elles occupaient et donc Taiwan.

La lecture du compte rendu dactylographié de plus de 700 pages de l'assemblée générale de San Francisco (avril - juin 1945) ne laisse aucun doute sur la légitimité du gouvernement de CKS . Plusieurs orateurs de pays étrangers vont souligner le rôle décisif de la Chine dans la défaite du fascisme impérial japonais qu'elle a combattu sur son sol de 1931 à 1945. C'est-à-dire que pour la Chine la deuxième guerre mondiale et sa lutte contre l'envahisseur fasciste a duré 14 ans.

C'est donc le gouvernement de CKS qui représente la totalité de la Chine continentale et insulaire : Hainan et Formose (Taiwan) inclus.

Le 26 Juin 1945 à l'issue de la Conférence de San Francisco qui a réuni les 51 Etats membres de l'ONU le représentant de la Chine, Wang Chung-Hui, ancien ministre des Affaires étrangères de CKS, signe la charte des Nations Unies qui entrera en application le 24 Octobre 1945 après ratifications.

Le Gouvernement du KMT installé à Nanjing représente donc la totalité de la population de la Chine soit à l'époque environ 450 millions de personnes .

Les 4 années qui suivent voient s'affronter militairement le PCC et son armée et l'armée du KMT mais celle-ci malgré l'aide militaire des EU et affaiblie par la corruption va être repoussée vers l'ouest du territoire pour éviter l'écrasement et pour ne pas devenir un

gouvernement en exil qui perdrait très vite sa représentativité la seule solution est de s'installer à Taiwan, terre chinoise. De la mi 48 jusqu'en Décembre 1949 date de l'arrivée de CKS lui-même à Taiwan environ 500 000 civils et 500 000 soldats se replient sur l'île alors peuplée d'environ 7 millions de chinois auxquels il faut ajouter quelques centaines de milliers d'aborigènes originaires d'autres îles du Pacifique

En 1950 la Chine populaire compte environ 544 millions d'habitants et en 1953 le premier recensement national porte ce nombre à 582 millions.

La guerre froide et la guerre de Corée vont donner argument aux Etats-Unis pour s'opposer le plus longtemps possible au remplacement à l'ONU du gouvernement du KMT par le gouvernement de la Chine Populaire. Ainsi 7 millions de chinois résidant à Taiwan vont au plan international pendant un quart de siècle représenter 582 millions de chinois citoyens de la RPC. Le gouvernement du KMT va, grotesque mascarade diplomatique, siéger à l'ONU au nom de la Chine entière.

Cette position est intenable à long terme et quelques pays vont reconnaître la Chine Populaire en établissant des relations diplomatiques avec la RPC. La Grande Bretagne le fait sans bruit en 1950 pour protéger sa colonie de Hong-Kong

La France par contre le fait avec éclat dès 1964. Voici ce qu'écrit à ce sujet la Fondation Charles de Gaulle

Le 27 janvier 1964, la France et la Chine annoncent dans un communiqué qu'elles établissent des relations diplomatiques, et échangeront des ambassadeurs sous trois mois.

Dans une conférence de presse du 31 janvier, de Gaulle déclare : « Du fait que depuis quinze ans, la Chine presque toute entière est rassemblée sous un gouvernement qui lui applique sa loi et, qu'au dehors, elle se manifeste comme une puissance souveraine et indépendante, [...] le poids de l'évidence et celui de la raison grandissant jour après jour, la République française a jugé, pour sa part, le moment venu de placer ses rapports avec la République populaire de Chine sur un plan normal, autrement dit diplomatique. »

La portée internationale de cet acte est importante. Si la France n'est pas le premier pays occidental à reconnaître la République Populaire de Chine, la reconnaissance britannique de 1950 n'avait donné lieu qu'à l'échange de chargés d'affaires et la Suisse, les Pays-Bas et les pays nordiques, sauf l'Islande n'avaient pas le même poids sur la scène internationale.

La décision française provoque le mécontentement des Etats-Unis, qui considèrent cette décision comme une provocation de plus de la part de de Gaulle.

Un élément nouveau décisif:

Cette même année 1964 la Chine expérimente sa bombe atomique et trois ans plus tard elle se dote de la bombe H. Cette entrée fracassante de la Chine dans le club atomique oblige les Etats-Unis à lui ouvrir enfin les portes de l'ONU . Il faudra cependant encore 7 ans pour que la Chine populaire remplace effectivement le gouvernement du KMT à l'ONU comme unique représentant de la CHINE .

Le 25 Octobre 1971 l'assemblée générale de l'ONU prend acte de ce changement de représentant. Le projet de résolution des Etats-Unis qui vise à dissocier Taiwan de la Chine est rejeté et c'est au contraire la résolution proposée par l'Albanie qui est adoptée par 75 voix contre 35 - dont Etats-Unis Brésil Japon Australie Nouvelle Zélande et Arabie saoudite - et 17 abstentions. Il y a désormais 5 puissances nucléaires siégeant en permanence au Conseil de sécurité avec droit de veto

Taiwan fait partie de la Chine, n'est pas un nouvel Etat indépendant et ne rentre pas à l'ONU. Cette position découle clairement des déclarations du Caire et de Potsdam toutes deux signées par le Président des Etats-Unis Roosevelt d'abord Truman ensuite.

Déclaration de Potsdam - 26 Juillet 1945

« Les termes de la déclaration du Caire seront mis en œuvre et la souveraineté japonaise sera limitée aux îles de Honshū, Hokkaidō, Kyūshū, Shikoku et à certaines petites îles que nous déterminerons »

La déclaration du Caire

Elle fut signée le 27 novembre 1943 par Franklin D. Roosevelt, Jiang Jieshi (Chiang kai shek) et Winston Churchill. Elle précise les objectifs stratégiques de la guerre contre le Japon. Le texte dit : « Le but [des trois grands Alliés] est que le Japon soit dépossédé de toutes les îles du Pacifique qu'il a conquises ou occupées depuis le début de la Première Guerre mondiale en 1914, et que tous les territoires qu'il a volés aux Chinois, comme la Mandchourie, Formose [Taïwan] et les Pescadores soient restitués à la République de Chine. De même, le Japon sera chassé de tous les autres territoires qu'il a pris de force et par cupidité. Les trois grandes puissances susmentionnées, préoccupées par l'état d'esclavage du peuple coréen, sont déterminées à ce que, à terme, la Corée devienne libre et indépendante. »

Depuis les Etats-Unis n'ont cessé de défendre contre la décision de l'Assemblée générale de l'ONU l'idée d'une séparation de l'île du continent. Ils se soucient comme d'une guigne des engagements de Roosevelt et Truman car dans ce cas comme dans tant d'autres leur signature au bas d'un document international ne vaut rien. Ils viennent d'en administrer une nouvelle preuve en fournissant à : MI 6 ? Mossad ? SBU ? la liste des aérodromes russes où étaient stockés en plein air sous surveillance satellitaire les bombardiers russes stratégiques et ainsi de déchirer le dernier accord de contrôle des armes nucléaires qu'ils n'avaient pas encore dénoncé.

Plus d'engagements écrits et à la tête des Etats-Unis un mégalomane morbide dont le bavardage abscons ne peut cacher que fidèle à lui-même il vient d'orchestrer cinq ans après celui de Qassem Soleimani l'assassinat de très hauts responsables iraniens à leur domicile.

Les paroles volent, restent les crimes !